



HAL
open science

Japon : la reprise

Elena Stancanelli

► **To cite this version:**

| Elena Stancanelli. Japon : la reprise. Revue de l'OFCE, 2005, 95, pp.120-123. hal-01020644v1

HAL Id: hal-01020644

<https://sciencespo.hal.science/hal-01020644v1>

Submitted on 24 Jul 2014 (v1), last revised 17 May 2019 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

■ Elena Stancanelli

Japon : la reprise

En dépit des inquiétudes de l'an dernier, l'économie japonaise a retrouvé le chemin de la croissance. Au premier semestre 2005, l'économie nipponne a crû à un taux supérieur aux prévisions, grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages et à la poursuite des investissements productifs. Le taux de croissance trimestriel du PIB a été respectivement de 1,4 % et 0,8 % aux deux premiers trimestres de l'année 2005.

La consommation privée a augmenté de 1,2 % au premier trimestre 2005 et de 0,6 % au deuxième trimestre, alors que le taux d'épargne des ménages nippons continuait à baisser, jusqu'à 5 % en 2005. La reprise des emplois stables a soutenu la confiance des consommateurs. L'emploi précaire avait beaucoup progressé : un travailleur nippon sur trois occupe aujourd'hui un emploi précaire, contre un sur cinq, il y a dix ans.

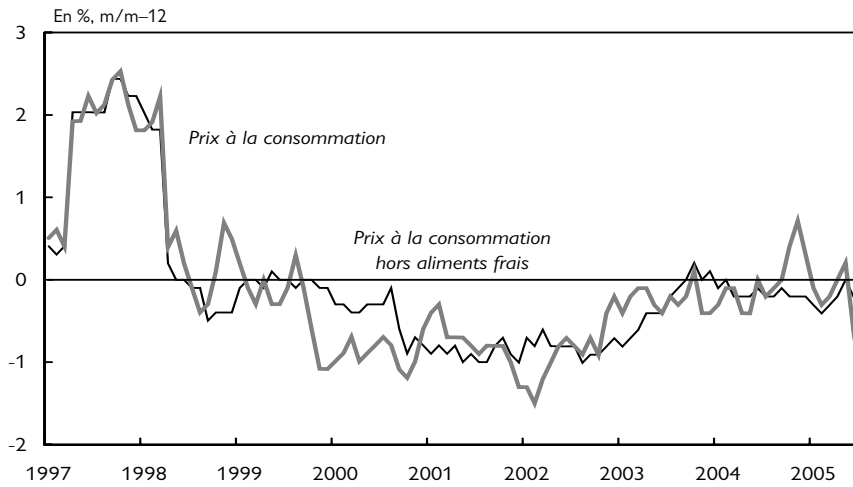
La progression de l'emploi (+ 0,2 % en 2004 et + 0,5 % en 2005) s'est accompagnée d'une importante augmentation des salaires (+ 0,4 % en 2004 et + 0,9 % en 2005). Ces derniers ont augmenté courant 2005, reflétant l'amélioration des emplois stables et des bonus, accordés à la faveur d'une conjoncture plus souriante. Toutefois, les bonus qui représentaient un quart du salaire moyen en 1990 ne comptent plus aujourd'hui que pour moins d'un cinquième.

Côté entreprises, les investissements productifs ont progressé de plus de 3 % par trimestre dans la première moitié de l'année 2005. L'assainissement du secteur financier, rendu possible grâce aux nombreuses mesures prises par le gouvernement dans ce domaine, a enfin permis aux entreprises d'emprunter à nouveau pour financer leurs investissements. Les entreprises nipponnes bénéficient également de la modération salariale de ces dernières années et de la faiblesse relative du yen.

Le commerce extérieur, moteur traditionnel des reprises au Japon, a joué un rôle beaucoup moins important fin 2004 et au premier trimestre 2005, car les exportateurs nippons ont pâti des ajustements en cours dans le secteur des NTIC. Les exportations ont redémarré au deuxième trimestre 2005 (+ 2,9 %).

La déflation est modérée (graphique 1), grâce en partie à la reprise de la consommation des ménages. La hausse du prix du riz a soutenu l'indice, alors que les baisses des prix de l'électricité et du téléphone ont eu un effet opposé. Les entreprises n'auraient pas répercuté les augmentations du prix du pétrole sur les prix de vente.

1. Taux de variation des prix à la consommation

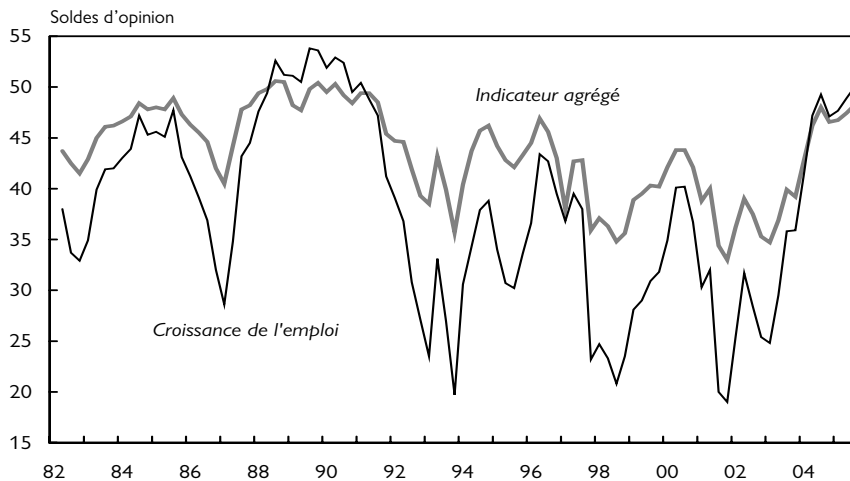


Source : Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and Telecommunications, Japon.

Les indicateurs conjoncturels sont bien orientés

Presque tous les indicateurs conjoncturels confirmaient la reprise à la fin de l'été 2005. Les soldes d'opinion de la confiance des ménages étaient positifs, surtout en ce qui concerne les attentes vis-à-vis de la progression de l'emploi (graphique 2). Les carnets des commandes étrangères, un indicateur avancé de la dynamique des exportations, étaient en forte augmentation (+ 21 % en juillet 2005). Les commandes internes étaient, au contraire, plutôt faibles.

2. Index de confiance des ménages nippons



Source : Economic and Social Research Institute, cabinet Office, Japon.

■ Elena Stancanelli

Nous prévoyons donc une poursuite de la reprise en 2005 et 2006, avec, un taux annuel de croissance du PIB de 2,2 % en 2005 et de 1,9 % en 2006. Selon nos prévisions, la croissance s'accompagnerait d'un ralentissement des investissements productifs, car les coûts de production ont augmenté courant 2005, d'un côté par effet de la montée du prix du pétrole, de l'autre côté suite aux récentes augmentations salariales. La consommation ralentirait car les ménages pâtiraient des augmentations d'impôts dues aux réductions des abattements fiscaux prévues par le budget 2005-2006.

Les investissements en logement, qui ont beaucoup reculé au premier semestre 2005, redémarreraient au deuxième semestre. L'indicateur avancé des investissements en logement, concernant la construction de nouveaux immeubles, était bien orienté à la fin de l'été 2005.

Selon nos estimations, le commerce extérieur serait vigoureux en 2005 et surtout en 2006, profitant de la croissance des économies chinoise et américaine, principaux partenaires commerciaux du Japon. La Chine et le reste de l'Asie reçoivent désormais presque la moitié des exportations japonaises, alors qu'un quart des exportations est destiné aux États-Unis.

Les réformes sont toujours attendues

Les récentes élections ont confirmé le premier ministre Koizumi à la tête du pays. On s'attend maintenant à la poursuite de la privatisation de la Poste et aux autres réformes telles que, par exemple, le relèvement de la taxe sur la consommation. La privatisation de la poste pourrait engendrer des coûts importants pour les japonais les moins aisés ou habitant des zones rurales, qui n'ont pas accès à d'autres banques. Or, une augmentation de la taxe sur la consommation serait supportée par tous les japonais, sans effet redistributif. Couplé avec la fin des abattements fiscaux sur les revenus imposables, annoncé par le budget 2005-2006, cet ensemble de mesures amènera à une réduction du revenu disponible des ménages et donc, probablement, à une diminution de la consommation privée.

Les importantes coupes budgétaires des dernières années se poursuivraient en 2006, permettant de réduire davantage le déficit public, les reconstructions faisant suite aux désastres naturels étant presque achevées.

Côté politique monétaire, la politique des taux courts nuls se poursuivrait dans le but de mettre fin à la déflation. Nous prévoyons que celle-ci s'estompera, grâce à la reprise économique, plutôt qu'aux efforts de politique monétaire, impuissante jusqu'à aujourd'hui.

Japon : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2004				2005				2006				2003				2004				2005				2006											
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	1,3	-0,4	-0,1	0,1	1,4	0,8	0,2	0,4	1,4	0,8	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	1,4	2,6	2,2	1,9	1,4	2,6	2,2	1,9	0,5	0,5	0,5	0,6	1,4	2,6	2,2	1,9	0,5	0,5	0,5	0,6
Consommation des ménages	0,6	0,0	0,0	-0,3	1,2	0,6	0,3	0,3	1,2	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	1,5	1,6	1,3	0,2	1,5	1,6	1,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	1,5	1,6	1,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Consommation publique	1,4	0,7	0,3	0,6	0,7	0,2	0,6	0,4	0,7	0,2	0,6	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	1,2	2,7	2,1	1,8	1,2	2,7	2,1	1,8	0,6	0,4	0,4	0,3	1,2	2,7	2,1	1,8	0,6	0,4	0,4	0,3
FBCF totale	0,4	-2,1	0,0	0,3	1,6	1,6	0,4	0,0	1,6	1,6	0,4	0,0	0,4	0,4	0,5	0,6	1,0	1,4	1,4	1,7	1,0	1,4	1,4	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	1,0	1,4	1,4	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6
Dont																																				
Productive privée	-2,3	2,5	0,3	0,4	3,1	3,6	0,1	0,2	3,1	3,6	0,1	0,2	0,7	0,8	0,9	1,0	6,6	5,8	7,1	3,1	6,6	5,8	7,1	3,1	0,7	0,8	0,9	1,0	6,6	5,8	7,1	3,1	0,7	0,8	0,9	1,0
Logement	0,6	1,3	0,7	0,6	-1,3	-2,3	0,5	0,3	-1,3	-2,3	0,5	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	-1,1	2,2	-1,6	0,3	-1,1	2,2	-1,6	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	-1,1	2,2	-1,6	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1
Publique	8,3	-16,7	-1,9	-0,5	-0,9	-2,6	-0,3	-1,0	-0,9	-2,6	-0,3	-1,0	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-10,6	-10,8	-9,0	-3,5	-10,6	-10,8	-9,0	-3,5	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-10,6	-10,8	-9,0	-3,5	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8
Exportations de biens et services	5,2	3,0	0,7	1,5	-0,1	2,9	2,5	2,5	-0,1	2,9	2,5	2,5	2,0	2,5	2,0	2,5	9,1	14,5	6,4	9,7	9,1	14,5	6,4	9,7	2,0	2,5	2,0	2,5	9,1	14,5	6,4	9,7	2,0	2,5	2,0	2,5
Importations de biens et services	3,7	1,9	2,3	2,1	0,7	1,5	1,5	1,2	0,7	1,5	1,5	1,2	1,1	1,4	1,5	1,5	3,8	8,9	6,2	5,4	3,8	8,9	6,2	5,4	1,1	1,4	1,5	1,5	3,8	8,9	6,2	5,4	1,1	1,4	1,5	1,5
Variations de stocks, en points de PIB	0,3	0,1	0,1	0,2	0,5	0,4	0,0	0,0	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contributions																																				
Demande intérieure hors stocks	0,7	-0,4	0,0	0,0	1,2	0,8	0,4	0,2	1,2	0,8	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,6	1,6	1,9	1,4	0,6	1,6	1,9	1,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,6	1,6	1,9	1,4	0,4	0,3	0,4	0,4
Variations de stocks	0,4	-0,2	0,0	0,2	0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,3	-0,2	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	-0,2	0,2	0,2	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce extérieur	0,3	0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,2	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,6	0,8	0,2	0,7	0,6	0,8	0,2	0,7	0,2	0,2	0,1	0,2	0,6	0,8	0,2	0,7	0,2	0,2	0,1	0,2
Prix à la consommation *	-0,1	-0,3	-0,1	0,5	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Taux de chômage, au sens du BIT	4,9	4,6	4,8	4,5	4,5	4,4	4,4	4,3	4,5	4,4	4,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	5,3	4,7	4,4	4,3	5,3	4,7	4,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	5,3	4,7	4,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2
Solde courant, en points de PIB																																				
Solde public, en points de PIB																																				
Impulsion budgétaire																																				
PIB zone euro	0,6	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	1,8	1,3	1,9	0,7	1,8	1,3	1,9	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	1,8	1,3	1,9	0,5	0,5	0,5	0,5

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.

Sources : Economic and Social Research Institute, Cabinet Office (comptes publiés le 16 septembre 2005) ; Ministry of Public Management, Home Affairs, Posts and Telecommunications ; Ministry of Health, Labor and Welfare ; prévision OFCE octobre 2005.